

Sigles et abréviations

Sigle / Abréviation	Signification
AFD	Agence Française de Développement Agence
AIE	Internationale de l'Énergie
AGENCY	(structure porteuse du programme CTE-RCA)
BIOFIN	Biodiversity Finance Initiative
CAR	Central African Republic (République centrafricaine)
CCNUCC	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CDB	Convention sur la Diversité Biologique Contribution
CDN	Déterminée au niveau National Comité de
CCO	Coordination des ONG
CIEDD-RCA	Centre pour l'Information Environnementale et le Développement Durable – République centrafricaine
CNC	Coordination Nationale Climat
COMIFAC	Commission des Forêts d'Afrique Centrale
CNULD	Convention des Nations unies sur la Lutte contre la Désertification
CTE-RCA	Coopération pour la Transition Écologique en République centrafricaine
DDEDD	Dynamique pour la Défense de l'Environnement et le Développement Durable
FAO	Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial

IFB	Industrie Forestière de Batalimo
ISDR	Institut Supérieur de Développement Rural
ISSEAC	Institut Supérieur des Sciences et de l'Environnement Appliquées de Centrafrique
LHL	Laboratoire d'Hydro sciences Lavoisier
LEDs	Stratégie de Développement sobre en Carbone à long terme (Low-Emission Development Strategy)
MDERH	Ministère du Développement de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MEFCP	Ministère des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche
MESA	Ministère de l'Élevage et de la Santé Animale
MPECI	Ministère du Plan, de l'Économie et de la Coopération Internationale
MDS	Maison de la Société Civile Organisation
NGO / ONG	Non Gouvernementale Objectifs de Développement Durable Organisations
ODD	de la Société Civile Plantation et Huilerie
OSC	de la Lobaye
PALMEX	Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo
PFBC	Plan National d'Adaptation
PNA	Plan National de Développement
PND	

REFECC	Réseau des Femmes Centrafricaines pour le Climat
REPALCA	Réseau des Parlementaires pour la Biodiversité et le Climat en Afrique centrale
RSE	Responsabilité Sociétale des Entreprises Société
SEFCA	d'Exploitation Forestière Centrafricaine Small
SGP	Grants Programme
SNDD	Stratégie Nationale de Développement Durable Union
UE	Européenne

AVANT-PROPOS

La transition écologique ne pourra réussir que si elle part de ce que nous vivons, de ce que nous comprenons et de ce que nous pouvons concrètement entreprendre. Ce guide est là pour lier les idées aux réalités. Il est né d'un besoin simple : rendre les enjeux de la transition écologique compréhensibles et accessibles à toutes et à tous, en partant du vécu, des savoirs locaux et des ressources disponibles.

Il vise à relier la réflexion, l'expérience et l'action, à transformer les constats en pistes concrètes, afin d'accompagner les initiatives locales vers des solutions durables et adaptées au contexte centrafricain.

INTRODUCTION

En République centrafricaine, les effets du changement climatique sont déjà visibles. bouleversement des saisons agricoles, raréfaction des ressources naturelles comme le bois ou les produits forestiers non ligneux (champignons, chenilles, escargots...), crues soudaines ou sécheresses prolongées : ces phénomènes transforment les équilibres et les modes de vie.

Dans les zones rurales, ces changements compliquent l'accès à l'alimentation, à l'eau et à l'énergie. Plus de 8 millions d'hectares de terres sont aujourd'hui dégradés, soit environ 13 % du territoire national. La déforestation progresse, tout comme l'insécurité alimentaire. Ces constats imposent d'agir.

Face à ces défis, chaque projet, chaque initiative, chaque idée peut devenir une brique dans la construction d'un avenir plus résilient. À Bangui comme sur tout le territoire, où beaucoup reste encore à inventer, il existe un espace réel pour imaginer un développement équitable et durable. Ce mouvement s'appuie sur les réalités du terrain, sur les ressources disponibles, les contraintes concrètes, et surtout sur l'ingéniosité des personnes qui s'engagent.

La transition écologique s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Elle désigne une transformation progressive de nos façons de produire, de consommer et de gouverner. Elle répond aux limites environnementales tout en veillant au bien-être collectif. Ce processus est à la fois social, économique et culturel. Il avance grâce à l'engagement des communautés et à la participation active de tous les acteurs.

La République centrafricaine a déjà pris position. Dans sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN 2021–2030), elle s'engage à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 9,03 % d'ici 2025, et de 11,82 % d'ici 2030. Ces objectifs incluent un renforcement de la résilience dans des secteurs clés comme l'agriculture, les forêts et l'énergie. Ils orientent le pays vers un modèle bas-carbone et adapté à ses spécificités.

Ce guide a été conçu pour celles et ceux qui font vivre cette transition au quotidien. Il s'adresse aux jeunes, aux étudiants, aux associations locales et aux groupes impliqués dans le programme CTE-RCA – Coopération pour la Transition Écologique en République centrafricaine, porté par AGENCY de Peace & Development Watch – CAR avec l'appui de l'ambassade de France. Ce guide accompagne, il ne juge pas. Il outille, il n'impose pas.

Vous y trouverez :

- des repères pour mieux comprendre les enjeux environnementaux ;
- des outils simples pour concevoir et structurer un projet local ;
- des exemples inspirants ;
- des méthodes concrètes pour passer de l'idée à l'action.

Ce guide s'appuie sur une conviction : les transitions durables prennent racine dans les dynamiques locales. Elles se nourrissent des solidarités de proximité et des efforts collectifs. Elles grandissent à partir des idées portées par les communautés.

C'est une invitation à comprendre, à s'approprier et à co-construire ensemble.

Bara mo.

Comment utiliser
ce guide ?

Ce guide a été conçu comme un outil pratique, accessible et évolutif. Il s'adresse à toutes celles et ceux qui souhaitent comprendre la transition écologique en Centrafrique et imaginer des façons concrètes d'y participer, à leur échelle.

POUR

- Les jeunes impliqué·es dans le programme CTE-RCA, étudiant·es, membres d'associations, ou simplement curieux·ses de s'engager.
- Les groupes constitués (quartier, groupe informel, réseau de pairs) souhaitant réfléchir ensemble à un projet écologique local.
- Les formateurs, encadrants, collectifs de soutien, qui veulent animer des ateliers ou accompagner des démarches locales.

COMMENT

Ce guide peut être consulté dans son intégralité ou par sections, en fonction de vos besoins actuels :

- Partie 1 : comprendre les enjeux,
- Partie 2 : identifier les acteurs,
- Partie 3 : structurer une idée en projet,
- Partie 4 : trouver appuis et financements,
- Partie 5 : suivre et faire durer un projet,
- Annexes : modèles, grilles et ressources complémentaires.

Il peut être employé de manière autonome, en groupe, ou dans le contexte d'ateliers collectifs. Il vous est possible de surligner, d'annoter, de détacher les annexes, ou même de reformuler certains outils selon vos préférences. Il est élaboré pour s'ajuster à vos besoins, et non l'inverse.

Comment préparer une séance: lire la section à l'avance, préparer 1 question de discussion et 1 exemple local, encourager chaque participant à réagir à voix haute, conclure en reformulant ensemble le message principal.

Ce que ce guide n'est pas

Un recueil de solutions toutes faites. Il ne dit pas « ce qu'il faut faire ». Il propose un cadre, des repères et des pistes pour inventer vos propres réponses, là où vous êtes, avec ce que vous avez.

Pour faire simple : 1. Comprendre – 2. Identifier – 3. Structurer – 4. Trouver appuis –

5. Suivre – Retour terrain

Petit conseil : Chaque flèche = une réunion possible

PARTIE 1

Comprendre la transition écologique vers une économie verte, circulaire et résiliente. Une lecture locale des enjeux environnementaux, des données, et des liens avec le développement durable.

- 1.1 Ce que montrent les données et ce que l'on vit
- 1.2 Des cadres globaux aux réalités locales
- 1.3 Genre, justice sociale et vulnérabilités croisées
- 1.4 Environnement et développement local : pourquoi les relier

PARTIE 2

Les acteurs et dynamiques existantes
Identifier qui agit, avec quels moyens, et comment
s'appuyer sur l'existant

- 2.1 Institutions nationales, acteurs économiques et collectivités : le cadre officiel
- 2.2 Les acteurs essentiels : OSC, incubateurs, projets locaux
- 2.3 Les dynamiques communautaires : jeunes, femmes, initiatives informelles
- 2.4 Les ressources déjà mobilisables
(humaines, matérielles, partenariales)

PARTIE 3

Imaginer et structurer une solution écologique locale.
Passer d'une idée à un projet : poser les bonnes bases, en collectif ou en autonomie.

- 3.1 Observer son territoire, identifier un problème

- 3.2 Trouver une idée de solution adaptée
- 3.3 Structurer un projet de manière simple
- 3.4. Budgétiser son projet avant de bouger
- 3.5 Travailler en groupe et répartir les rôles
- 3.6 Tester avant de pitcher : confronter son idée au terrain
- 3.7 Études de cas : ce que d'autres ont tenté, avec succès (ou pas)

PARTIE 4

Accéder au soutien (financier, technique, humain)
Où chercher de l'aide, comment présenter son idée,
à qui s'adresser.

4.1 Les principaux types de financements et accompagnements

4.2 Se préparer à répondre à un appel à projet ou à
“pitcher”

4.3 Adapter son discours : dire juste, dire clair

PARTIE 5

Suivre, adapter, et faire durer son projet
Une fois lancé : comment savoir si ça fonctionne,
s'ajuster, et renforcer ce qui marche.

5.1 Faire un suivi simple et utile

5.2 Réagir aux imprévus et rester agile

5.3 Faire vivre le projet dans le temps : partenariats, relais,
pérennité

ANNEXES PRATIQUES

Fiche projet (vierge)
Modèle de tableau de suivi
simple
Grille “pitch express”
Glossaire et liens utiles

PARTIE 1

Comprendre la transition
écologique vers une économie
verte, circulaire et résiliente.
Une lecture locale des enjeux
environnementaux, des
données, et des liens avec le
développement
durable

Avant de commencer : quels signes du changement climatique remarquez-vous ici ?

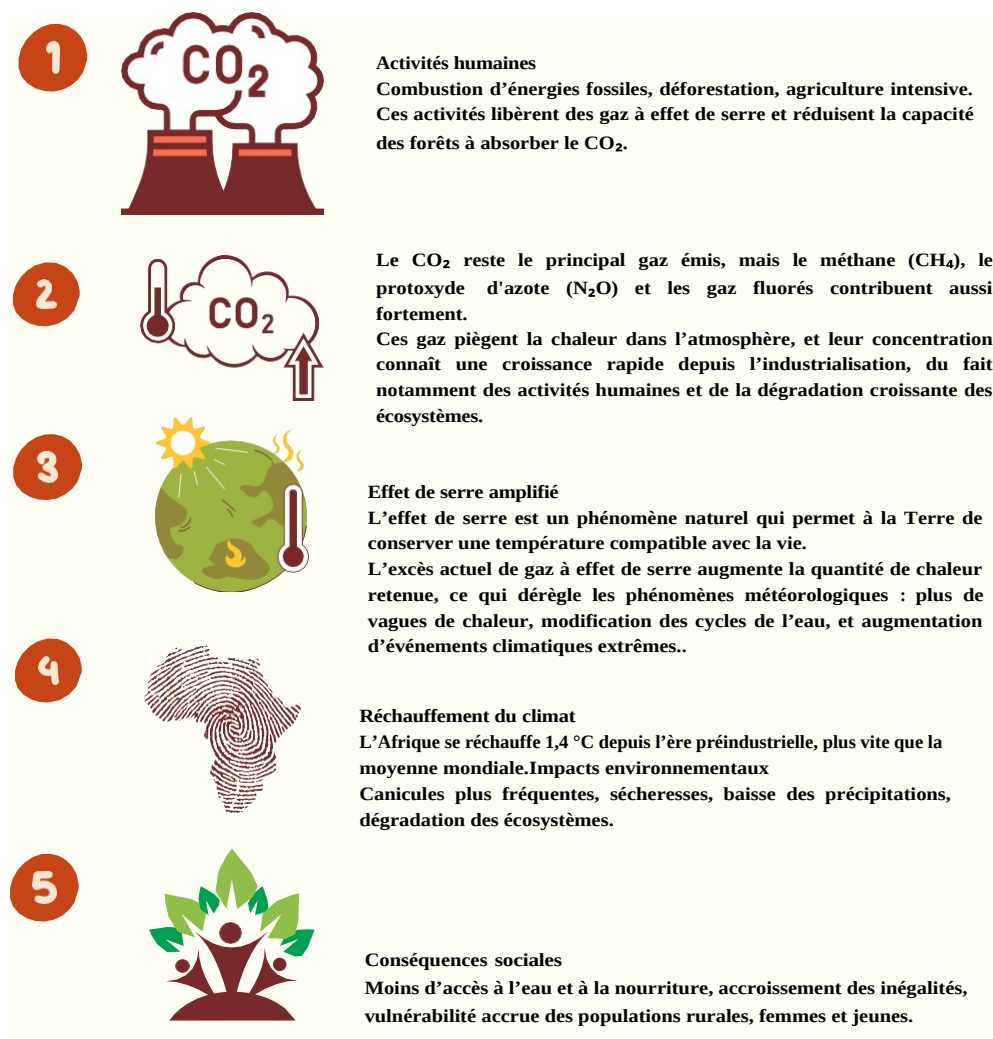
.....

.....

.....

1.1 - Ce que montrent les données et ce que l'on vit

Depuis une dizaine d'années, les saisons sont devenues moins prévisibles, bouleversant les pratiques vivrières, agricoles, pastorales, ainsi que les calendriers **y relatifs**. Ce phénomène, loin d'être un simple « désordre climatique », illustre un dérèglement global plus large, le changement climatique. Ce mécanisme complexe peut se résumer ainsi :



Cette transformation durable du climat, visible à l'échelle mondiale, se répercute directement sur nos territoires et notre quotidien.

Pourtant, la RCA, comme une grande partie du continent africain, contribue très peu aux émissions mondiales responsables de ce dérèglement.

Elle fait cependant partie des pays les plus vulnérables au changement climatique, car elle ne dispose pas encore des ressources techniques, financières et institutionnelles nécessaires pour renforcer sa résilience et s'adapter aux aléas climatiques qui se multiplient.

Par exemple, le changement climatique bouleverse profondément les pratiques vivrières. Dans de nombreuses régions, il n'est plus évident de savoir quand semer. Les repères traditionnels, cycles lunaires ou premiers orages, se brouillent. Certaines années, les semis lèvent difficilement puis se dessèchent faute d'eau ; d'autres fois, les pluies violentes emportent tout sur leur passage. Ce va-et-vient entre sécheresse et inondation rend la production incertaine. Sans récolte assurée, les familles peinent à nourrir leurs proches, à épargner ou à investir dans l'avenir.

À cela s'ajoute la forêt, pilier de cet équilibre écologique, qui s'amincit dangereusement. En République centrafricaine, plus de 55 000 hectares disparaissent chaque année, surtout pour le bois de chauffe (Politique Environnementale, p. 13). Ce chiffre cache une réalité quotidienne : 95 % des ménages cuisinent encore au bois ou au charbon (Plan National d'Adaptation, p. 15). Faute d'alternatives abordables, la transition énergétique reste lente, et les familles rurales doivent marcher toujours plus loin pour ramasser le bois.

La perte du couvert forestier n'enlève pas seulement une source d'énergie : elle fragilise aussi le sol, l'eau et même le climat local. Chez nous, elle s'explique en grande partie par l'agriculture itinérante sur brûlis et, dans une moindre mesure, par l'exploitation industrielle du bois. En ville, **la raréfaction** des arbres crée des îlots de chaleur, où la température grimpe de 6 à 8 °C de plus que dans les zones boisées voisines. Ces chaleurs extrêmes aggravent les risques sanitaires, surtout pour les enfants et les personnes âgées.

Les sols, déjà pauvres en humus, s'érodent et s'épuisent sous l'effet du déboisement, des feux de brousse et des cultures intensives. L'absence d'engrais organiques et le surpâturage accélèrent encore la perte de fertilité.

Sans crédit, ni formation, les paysans font comme ils peuvent. Près de 13 % du territoire est déjà dégradé ou en voie de l'être

(PNA, p. 22).

L'eau devient aussi un défi : absente quand on la cherche, envahissante quand on n'en veut pas. Le climat alterne sécheresses prolongées et inondations soudaines. Sans végétation pour absorber la pluie et sans réseau de drainage, les rivières débordent et inondent les quartiers situés dans les zones basses. En saison sèche,

40 % des points d'eau communautaires sont inutilisables, taris ou contaminés (PNA, p. 24). Et lorsque l'eau revient, elle charrie déchets et microbes.

Encadré pédagogique : Comment un sol se dégrade ?

Un sol sain est vivant : il contient de l'humus, de l'eau, des racines, et même des micro-organismes. Quand on coupe les arbres, brûle la végétation ou cultive sans pause, ce sol devient compact, sec, stérile... et finit par fuir avec la première pluie.

Tous ces éléments fragilisent la sécurité alimentaire. Quand les sols s'appauvrissent, que le bois manque et que l'eau se raréfie, se nourrir devient un combat quotidien. Aujourd'hui, 30 à 35 % des Centrafricains vivent en insécurité alimentaire chronique (Stratégie Genre et Climat, p. 5). Cette vulnérabilité ne dépend pas seulement de la quantité de nourriture : elle résulte d'un enchevêtrement de facteurs écologiques, économiques et sociaux, parfois aggravés par les tensions liées à la rareté des ressources.

Les pratiques d'itinérance agricole et de transhumance pastorale appauvrissent les sols sans qu'une politique réelle de gestion durable des terres soit mise en place.

Les familles précaires, surtout dans les quartiers informels, ne peuvent ni stocker ni acheter. Les semences manquent ou ne sont pas adaptées. Les aides, limitées, ne suffisent pas. Les femmes rurales portent la charge du bois, de l'eau, de la cuisine et des enfants, et simultanément restent souvent exclues de la gestion des ressources naturelles et foncières, ainsi que des projets financés. Quant aux jeunes, confrontés au chômage et au manque de formation, ils sont souvent perçus comme inactifs alors qu'ils innovent en silence, testant de nouvelles pratiques.

Pourtant, malgré les contraintes, des réponses locales émergent. À Bangui, des jeunes transforment le plastique en pavés ; des groupes de femmes fabriquent des foyers en argile qui consomment moins de bois ; dans les campagnes, des agriculteurs testent le compost et agroforesterie, souvent sans financement.

Les réponses locales déjà observées constituent un début de solution au problème de gestion des déchets dans les grandes villes du pays qui reste un défi majeur. En effet, seulement 6 % des déchets urbains sont collectés et traités. Les décharges informelles se multiplient aggravant les problèmes environnementaux dont la pollution de l'air et de l'eau et entraînant des maladies dues à l'incinération à l'air libre des déchets solides.

Ces initiatives modestes montrent une dynamique réelle : la transition écologique s'invente et s'adapte avec les moyens du terrain, parfois avec plus de lucidité que bien des rapports officiels (Banque mondiale, 2025 ; PNUD Centrafrique, 2025).

Et maintenant : quels signes du changement climatique remarquez-vous autour de vous ?

.....
....
.....
....
.....
....
.....
....

À retenir

Apportez deux poignées de terre : une morte, sèche ; une vivante, humide. « Qu'est-ce qui rend un sol vivant ? ». Un sol vivant retient mieux l'eau, laisse passer l'air et permet aux plantes de pousser.

Encadré pédagogique: Pourquoi les forêts font pleuvoir

Les arbres rejettent de la vapeur d'eau dans l'atmosphère. Cette vapeur aide à former des nuages. Quand les forêts disparaissent, ce cycle s'interrompt. Il pleut moins, ou ailleurs, et les zones locales deviennent plus sèches.

Pourquoi les forêts sont considérées comme puits de carbone ?

Les arbres séquestrent le CO₂ et par la suite libèrent de l'oxygène qui permet d'avoir de l'air pur et de mieux respirer.

1.2– Des cadres globaux aux réalités locales

Le développement durable, tel qu'il est reconnu depuis le Sommet de Rio, vise à concilier trois dimensions : progrès économique, inclusion sociale et préservation de l'environnement. Cependant que signifie alors l'Accord de Paris ou les Objectifs de Développement Durable pour ceux qui n'en ont jamais lu une ligne, et qui pourtant inventent chaque jour des solutions face à leur réalité ?

Depuis des années, la RCA a ratifié les principaux accords internationaux et adopté une série de stratégies nationales. Cependant entre intentions affichées et réalités vécues à Bossangoa ou dans les quartiers de Bangui, un fossé persiste.

Ce chapitre explore les racines de cet écart et propose des pistes pour le combler. Car si les textes existent, la transition écologique ne se décrète pas : elle se construit avec les gens et les moyens du bord.

Question collective : « Connaissons-nous des plans ou stratégies dont on parle beaucoup mais qu'on ne voit pas appliqués ? »

Le paysage des engagements : entre abondance stratégique et pénurie d'action

La RCA dispose d'un arsenal normatif dense sur le plan environnemental. Elle a ratifié les trois grandes conventions de Rio :

- la Convention-cadre des Nations unies sur les Changements climatiques (CCNUCC),
- la Convention sur la Diversité Biologique (CDB),
- et la Convention de Lutte contre la Désertification (CNULD).

Elle est également signataire de l'Accord de Paris (ratifié en 2016), de la Convention de Ramsar sur les zones humides, et de la Convention de Bâle sur les déchets dangereux.

Au niveau national, plusieurs documents majeurs structurent l'action environnementale :

- Le Plan National de Développement 2024-2028 qui traite dans son axe 5 la question de la durabilité environnementale et de la résilience face aux crises et aux effets du changement climatique.
- Le Plan National d'Adaptation (PNA, 2023) identifie les risques climatiques prioritaires, les zones vulnérables et les réponses adaptées par secteur.

- La Contribution Déterminée au niveau National (CDN) révisée 2021 inscrit les engagements de réduction des émissions et d'adaptation.
- La Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD, 2020–2030) ambitionne de concilier durabilité environnementale, inclusion sociale et développement économique.
- La Stratégie Genre et Climat (2021) et la Politique Environnementale révisée (2019) complètent ce socle.
- La Stratégie Nationale REDD +(Réduction des Emissions dues à la Dégradation et à la Déforestation)
- Le Cadre National d'Investissement REDD+
- La Stratégie National de Développement à Faible Emission de Gaz à Effet de Serre (LT LEDS) ou Stratégie Nationale Bas Carbone

Les accords et stratégies abordent une grande diversité de thèmes, cependant deux approches dominant : l'atténuation et l'adaptation. L'atténuation vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour un pays comme la RCA, dont la contribution mondiale est faible, l'enjeu principal reste l'adaptation : affronter les impacts déjà visibles, protéger les communautés et renforcer leur autonomie.

En 2023, la République centrafricaine comptait 17 documents stratégiques à dimension environnementale, l'un des chiffres les plus élevés d'Afrique centrale. Selon une synthèse du ministère de l'Environnement et du Développement durable (2023), seules 25 % des actions prévues ont été partiellement appliquées.

Ce contraste entre la multiplication des plans et leur faible exécution provoque un essoufflement sur le terrain. Les ministères, les collectivités et les porteurs de projets se perdent dans une jungle de textes rarement accompagnés de moyens concrets. Cette situation, souvent appelée "stratégite", traduit une saturation bureaucratique où la rédaction de nouveaux plans remplace leur mise en œuvre.

Depuis une dizaine d'années, la RCA connaît une véritable inflation stratégique : plans, politiques, feuilles de route et guides se multiplient, souvent produits dans l'urgence pour répondre aux exigences des partenaires techniques et financiers ou aux grandes conférences internationales. Comme le souligne le GRET (2022), « La production stratégique devient parfois une fin en soi, détachée des capacités de mise en œuvre et des priorités locales. »

Souvent, ces textes ne naissent pas d'une demande exprimée par les communautés, mais d'une logique de financement international. Certains sont publiés sans budget, sans mécanisme de suivi ni stratégie de diffusion, limitant ainsi leur portée réelle. En sortant des cadres institutionnels et des chiffres, regardons maintenant comment ces déséquilibres se traduisent dans la vie quotidienne, notamment pour les femmes, les jeunes et les familles rurales. Parce que la transition écologique n'est pas seulement une

question de politiques, c'est aussi une question d'équité et de justice.

1.3 – Genre, justice sociale et vulnérabilités croisées

Penser l'environnement, c'est aussi penser les inégalités. Le changement climatique et la dégradation des écosystèmes n'affectent pas tout le monde de la même manière. En RCA, comme ailleurs, les femmes, les jeunes, les ruraux, les familles déplacées ou les groupes minorisés cumulent souvent plusieurs vulnérabilités. Cette section invite à croiser les regards : comprendre les liens entre social et environnemental, plutôt que de les séparer.

Ce que disent les chiffres

74 % des femmes centrafricaines vivent en zone rurale, où les écosystèmes sont déjà fragiles (RGPH 2022).

Elles représentent plus de 80 % des actifs dans l'agriculture de subsistance, directement exposée aux aléas climatiques (FAO, 2020).

Elles assurent 90 % de la corvée d'eau et 85 % de la collecte de bois (Ministère de l'Environnement, 2021).

Pourtant, elles ne possèdent que 2 % des terres enregistrées et ont un accès limité au crédit, à la formation et à l'information (Stratégie Genre & Climat, 2021).

Des solutions venues **des groupes vulnérables**

Les femmes et les jeunes ne sont pas seulement des “groupes à protéger” : en RCA, ce sont souvent eux qui innovent et adaptent. Groupes de femmes produisant des briquettes écologiques à Bangui. Jeunes créant des micro-entreprises de recyclage dans les quartiers. Agricultrices testant des cultures résistantes sans appui extérieur.

Ces initiatives, même informelles, **ont besoin d'encadrement institutionnel** : elles posent une question centrale **qui est celle de définir** ce qu'est une “bonne” solution ?

Pour une justice environnementale à la centrafricaine

Pour éviter que la transition écologique reproduise les inégalités, elle doit être pensée comme un processus de justice :

Justice dans l'accès à l'information, aux outils, aux financements. Justice dans la gouvernance : qui est consulté, qui décide ?

Justice dans la reconnaissance : qui est visible, qui est considéré comme expert ?

Aucun projet ne peut tout résoudre, cela dit chacun peut choisir d'élargir son impact ou de cibler un problème précis.

La transition écologique ne sera durable que si elle intègre les

inégalités sociales. Ce sont souvent les personnes les plus touchées qui inventent des solutions concrètes et durables. Il faut leur donner la place, les moyens et la légitimité d'agir.

Encadré pédagogique : Trop de stratégies, pas assez d'action

Selon l'OCDE (2020), moins de 30 % des politiques environnementales adoptées dans les pays d'Afrique subsaharienne entre 2010 et 2020 ont fait l'objet d'un suivi budgétaire formel ou d'une évaluation indépendante.

La République centrafricaine ne fait pas exception

Exercice oral rapide :

En binômes, citez un exemple de plan ou projet **environnemental** qui a eu un impact réel, et un autre resté lettre morte.

1.4– Environnement et développement local : pourquoi les relier

Les sections précédentes ont montré combien l'alimentation, l'énergie et les ressources naturelles en RCA dépendent du climat, des sols et des forêts. Ignorer ces fragilités compromet tout effort de développement. Il ne s'agit plus seulement de se développer localement, il est important de le faire durablement, en reliant chaque initiative économique à la préservation des ressources et au bien-être social.

À l'inverse, une meilleure gestion de l'environnement soutient le développement local sous plusieurs formes. L'agroécologie améliore la productivité et la résilience des cultures. L'accès à l'eau potable et à l'assainissement réduit les maladies. Des secteurs comme l'énergie solaire, l'écotourisme ou le recyclage créent des emplois verts et diversifient les revenus. Ces initiatives relèvent de l'entrepreneuriat vert : elles transforment les fragilités en opportunités et génèrent de la valeur locale tout en protégeant l'environnement (OCDE, 2011 ; PNUD, 2017).

Les solutions durables reposent sur l'émergence d'initiatives locales : celles et ceux qui subissent le plus les impacts doivent être les premiers à agir. C'est le sens de l'approche ascendante (bottom-up) : des innovations conçues et portées par les acteurs eux-mêmes, mieux adaptées et plus durables.

Le concept de “leapfrogging” ou saut technologique ouvre aussi de nouvelles perspectives. La RCA **aura tout à gagner** en adoptant des technologies décentralisées. En Afrique, près de 600 millions de personnes vivent sans électricité, mais le solaire hors réseau connaît la croissance la plus rapide au monde (75 % du marché mondial entre 2016 et 2021, AIE, 2022). Ce saut peut aussi être social ou institutionnel (Acheampong, 2020 ; Leal Filho et al., 2019). Intégrer l'éducation environnementale dès l'enfance permet aux jeunes générations de développer directement des réflexes durables. Pour la RCA, **la quasi absence de grandes infrastructures adossées à l'économie** est un frein et aussi une chance : elle favorise les mini- réseaux solaires et la transition

agroécologique, au lieu de reproduire des modèles intensifs destructeurs.

Ces opportunités se heurtent à des contraintes : financements précaires, accès limité aux marchés, appui technique insuffisant. Pour se développer, les initiatives locales ont besoin d'un cadre institutionnel solide et d'une gouvernance inclusive intégrant femmes, jeunes et populations vulnérables. L'instabilité politique et sécuritaire reste un frein majeur, limitant la capacité de l'État à créer un environnement favorable et à garantir des services essentiels.

Trois leviers apparaissent essentiels :

1. Soutenir financièrement et techniquement les innovations locales.
2. Adapter les technologies durables aux réalités centrafricaines.
3. Renforcer les partenariats entre communautés, institutions, ONG et partenaires techniques et financiers.

En conclusion, malgré les obstacles, la République centrafricaine dispose d'un potentiel considérable pour faire de la transition écologique un moteur de développement local équitable et durable, à condition de relier, renforcer et amplifier les initiatives déjà existantes.

Exercice oral possible :

Citez une action menée par votre mairie ou commune dans les 12 derniers mois (nettoyage, reboisement, sensibilisation).

PARTIE 2

Les acteurs et dynamiques
existantes Identifier qui agit, avec
quels moyens, et comment
s'appuyer sur ce qui est déjà là.

Qui agit déjà autour de nous **au niveau national et international** pour protéger l'environnement ?

.....

.....

.....

.....

.....

Une gouvernance polycentrique en construction

Derrière chaque stratégie, il existe des acteurs, visibles ou discrets, qui donnent vie à la transition écologique au quotidien. La transition écologique centrafricaine mobilise une constellation d'acteurs : État, collectivités, Organisation de la Société Civile (OSC), communautés, incubateurs, partenaires techniques et financiers. Ensemble, ils forment une gouvernance polycentrique, où plusieurs pôles de légitimité et de pouvoir coexistent, et dont l'efficacité repose sur leur coopération.

2.1– Institutions nationales, acteurs économiques et collectivités : le cadre officiel

Le Ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD) pilote les engagements internationaux (Accord de Paris, Conventions de Rio) et coordonne les stratégies nationales (PNA 2023, CDN révisée, Politique environnementale 2019). Il joue aussi un rôle croissant de courtier de financements internationaux, comme l'a montré en 2023 son partenariat avec le PNUD pour améliorer l'accès à la finance climat. Le MEDD travaille toutefois en étroite collaboration avec d'autres ministères sectoriels, Conformément à la cartographie nationale, les ministères clés incluent le MEDD, le MEFCP, le MDERH, le MESA, le MPECI, le Ministère de l'Agriculture, de la Santé et de l'Urbanisme, ainsi que la Coordination nationale climat (CNC) chargée du suivi des engagements de la CDN.

L'ensemble de ces institutions forme un cadre transversal où chaque ministère agit selon ses compétences : agroécologie et gestion des sols pour l'Agriculture, énergie solaire et hydraulique

pour les Ressources hydrauliques, appui aux activités locales pour les PME et l'Artisanat, ou encore emploi et formation pour la Jeunesse et les Sports. L'État accompagne ainsi l'innovation verte à travers plusieurs portes d'entrée institutionnelles.

Les collectivités locales (mairies, communes, préfectures) sont, elles, en première ligne pour la gestion des déchets, de l'eau ou de l'urbanisme. Leur proximité avec le terrain est un atout. Elles disposent par ailleurs de Plans de Développement Local (PDL) qui intègrent des volets environnementaux. Toutefois, faute de moyens financiers et techniques, leur action reste limitée. En pratique, la "décentralisation environnementale" demeure incomplète : les collectivités ont des responsabilités sur le papier, sans budgets ni compétences suffisantes, et la plupart des décisions restent centralisées.

Le monde académique occupe également une place stratégique, à travers l'Université de Bangui, l'ISSEAC, l'ISDR et le Laboratoire d'Hydrosciences Lavoisier (LHL), qui participent à la production de connaissances et à la formation sur les enjeux environnementaux.

Face à ces efforts publics et académiques, le secteur privé joue un rôle ambivalent. Certaines entreprises, notamment du secteur forestier et agro- industriel, exercent encore une pression importante sur les ressources naturelles, tandis que d'autres explorent de nouvelles formes d'entrepreneuriat durable (valorisation des déchets, énergies renouvelables, écoproduits, etc.). On note également le rôle que l'acteur privé Chinko joue dans la conservation de la biodiversité.

Exercice oral possible :

Citez une action menée par votre mairie ou commune dans les 12 derniers mois (nettoyage, reboisement, sensibilisation).

Opportunité possible

Dans la perspective des prochaines élections municipales et de l'autonomie financière des mairies, des prestataires pourront être sollicités pour mener des actions locales (sensibilisation, salubrité, reboisement...)

Si ton projet est bien structuré, tu peux te positionner comme partenaire potentiel : approche le service environnement de ta mairie.

2.2 – Les OSC et incubateurs : l'intermédiation en action

La dynamique écologique en Centrafrique repose sur la diversité des OSC, qui transforment les stratégies nationales en actions concrètes et en initiatives locales. Traditionnellement, elles jouent trois rôles clés : relais, veille et substitution. C'est-à-dire qu'elles diffusent l'action publique, alertent sur les besoins du terrain et pallient parfois l'absence de services essentiels.

Présentes dans tous les arrondissements de Bangui, elles mettent en œuvre des actions de sensibilisation, de reboisement, de gestion des déchets et de protection des ressources naturelles. Certaines s'appuient sur des initiatives de jeunesse ou sur des groupes universitaires, d'autres sur des structures de femmes, des

groupements agricoles ou des associations de quartier. Ces acteurs sont souvent les premiers à identifier les besoins et à expérimenter des solutions adaptées au contexte local.

À l'échelle nationale, parmi les réseaux **reconnus** figurent le GDRNE, la Maison de la Société Civile (MDS), **le Réseau des Peuples Autochtones (REPALCA)** ainsi que plusieurs plateformes de femmes et de jeunes œuvrant pour la gestion durable des ressources naturelles. Ces dynamiques locales sont soutenues par des ONG, des projets ou des programmes qui leur offrent un accompagnement technique, des formations et parfois un appui financier.

Encadré : Nos coups de coeur

Certaines organisations locales, partagent des approches et des valeurs qui résonnent particulièrement avec la philosophie et les ambitions portées par le programme CTE-RCA. Leur action traduit une forme d'engagement renouvelé et un esprit d'initiative qui s'inscrivent pleinement dans la dynamique de transition écologique, sociale et territoriale que promeut le projet.

Réseau des femmes centrafricaines pour le Climat (REFECC) : met en avant la formation et la mobilisation des femmes autour des enjeux climatiques, favorisant l'équité et l'ancrage local.

Centre pour l'Information Environnementale et le Développement Durable (CIEDD-RCA) : diffuse savoirs et bonnes pratiques, catalyse la réflexion et soutient la valorisation des initiatives de terrain.

Béafrica Greener : anime le terrain par l'éducation environnementale, la sensibilisation et des projets participatifs, en mettant en avant une dynamique jeune et citoyenne.

Ces organisations, par la diversité de leurs démarches et leur engagement quotidien, contribuent à bâtir un socle de transition écologique riche et durable en Centrafrique.

Côté innovation, le paysage s'élargit, avec des structures qui créent de nouvelles passerelles entre accompagnement, expérimentation et financement.

Opportunité possible

BanguiHub, soutenu par l'Ambassade de France, qui accompagne des entrepreneurs et étudiants, y compris sur des projets verts.

Contact : banguihub@gmail.com ou sur leur page facebook.com/banguihub

Encadré pour discussion :

« Parmi ces exemples, lesquels existent aussi près de chez vous ? »

»

Si possible, invitez les participants à citer une organisation ou un groupe local similaire.

En parallèle, L'Initiative Bangui, portée par Initiative France avec l'appui de l'AFD, propose des prêts d'honneur aux porteurs de projets locaux, en s'appuyant sur le GICA, réseau interprofessionnel qui soutient l'entrepreneuriat dans divers secteurs. Ces dispositifs encore jeunes offrent déjà des opportunités concrètes pour structurer, tester ou renforcer une idée.

2.3 – Dynamiques communautaires : le capital social écologique

La transition écologique ne repose pas seulement sur les structures formelles. Dans les quartiers et villages, elle s'ancre dans des pratiques quotidiennes : coopératives agricoles féminines, gestion collective de points d'eau, initiatives de jeunes autour du charbon écologique ou du recyclage. Ces actions répondent autant à des besoins économiques immédiats qu'à des enjeux environnementaux, et certaines évoluent progressivement en véritables organisations (comme nous le démontre DDEDD, notre étude de cas !)

Pour compléter la discussion, un tableau en annexe recense une sélection d'OSC vertes actives en RCA. Cette cartographie met en lumière la richesse des initiatives locales, ainsi que la nécessité de renforcer leurs moyens et de créer davantage de passerelles avec les ressources internationales.

Jeu collectif : "Qui fait quoi ?"

1. Demandez : « Qui aide déjà la nature ou la communauté ici ? »
2. Chaque personne qui a une idée s'avance, dit un nom (ex. : la mairie, les femmes du marché, les jeunes du quartier, un projet, un voisin...).
3. À chaque nom, le groupe mime ou montre ce que cette

personne fait (arroser, ramasser, planter,
parler, réparer...).

4. À la fin, regardez ensemble : « Qui travaille seul ? Qui pourrait
aider un autre ?

»

2.4 – Partenaires et ressources : l'effet d'échelle

Les partenaires techniques et financiers (PNUD, FAO, UE, AFD, WWF, COMIFAC, PFBC) structurent largement le paysage. Selon le Comité de Coordination des ONG (CCO), plus de 50 ONG internationale opèrent en RCA, employant plus de 6 000 Centrafricains. Ce poids illustre leur rôle indispensable mais comporte aussi un risque : celui de se substituer aux OSC locales si aucune stratégie de transfert de capacités n'est mise en place.

Il existe également un Fonds français très compétitif permettant de financer des innovations sur le développement. Je vous invite à regarder la page web : <https://fundinnovation.dev/>

Opportunité possible : Small Grants Programme (SGP)

Financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et mis en œuvre par le PNUD, le SGP soutient les initiatives locales avec de petites subventions. En RCA, c'est un premier tremplin pour tester une idée, renforcer une action communautaire et préparer l'accès à des financements plus importants.

Pour en savoir plus : contactez le PNUD RCA –undp.cf@undp.org

Encadrement stratégique : Les acteurs à "double casque te"

Certains de ces acteurs internationaux jouent une double casque te. Selon le programme, ils agissent tantôt comme partenaires techniques et financiers (gestionnaires de fonds, ex. PNUD, UE, AFD), tantôt comme opérateurs techniques (mise en œuvre directe, accompagnement de terrain). Pour un porteur de projet local, cela peut prêter à confusion : il ne s'agit pas de "qui est l'acteur", mais de quel rôle il occupe au moment où vous le sollicitez.

Pour comprendre comment les savoirs techniques et l'expérience du terrain se rejoignent, découvrons le regard d'un acteur qui évolue entre formation, recherche et accompagnement.

Extrait d'entretien –Dr. Gorgon Igor TOUCKIA , Consultant National PNUD et Enseignant-Chercheur à l'Institut Supérieur de Développement Rural de Mbaïki (ISDR), Université de Bangui et spécialiste des questions d'environnement et de changement climatique.

Certains acteurs cumulent plusieurs rôles et deviennent des passerelles entre différents mondes. Dr.TOUCKIA en est un exemple marquant : à la fois consultant du PNUD sur la révision de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) et l'initiative de financement de la biodiversité (BIOFIN), il enseigne depuis plus de dix ans à l'ISDR. Ancien coordonnateur d'une ONG locale spécialisée sur les questions de restauration de paysage et d'agroécologie, il incarne la capacité à relier institutions internationales, université et initiatives communautaires.

Q : Dans vos deux rôles, consultant au PNUD et enseignant, sentez-vous une complémentarité ? Est-ce que votre expérience au PNUD vous aide à enseigner ?

Dr TOUCKIA: « Oui, énormément. Le travail que je fais au PNUD me permet de rendre mes cours plus concrets. Quand je parle de stratégies climatiques ou de projets, je peux donner des exemples vécus. Les étudiants s'accrochent davantage à mes enseignements parce que je ne reste pas dans la théorie : je leur montre comment les politiques et les financements se traduisent sur le terrain. »

Q : Qu'est-ce qui fait selon vous qu'un projet communautaire attire ou non l'attention d'un partenaire international ?

Dr T: « Quand un projet s'aligne sur la vision nationale et sur les accords internationaux. Aujourd'hui, l'Accord de Paris est l'instrument de référence. Les projets qui reflètent les priorités fixées dans la CDN ont plus de chance d'être financés. Mais, il faut aussi que le projet réponde à de vrais problèmes vécus par les communautés. Un projet copié ailleurs, sans lien avec nos réalités, ne passe pas ».

Q : Quels obstacles rencontrent les jeunes qui veulent se lancer ?

Dr T. : « Beaucoup manquent de patience et de rigueur. Ils aiment le gain facile, alors qu'il faut souvent gérer un premier petit financement sérieusement pour ensuite en décrocher un deuxième. »

Q : Une formation universitaire prépare-t-elle les étudiants à monter des projets écologiques ?

Dr T. : « Non, pas assez. Nos curriculums ne sont pas contextualisés. Les étudiants sortent avec des théories, mais ne savent pas quoi faire concrètement. L'agroécologie devrait être au cœur de l'enseignement. Nous avons la biodiversité, les sols fertiles, le climat favorable. Si nous formons des jeunes capables d'utiliser ces atouts, nous pourrions avancer vers la souveraineté alimentaire ».

Je raconte souvent une blague à mes étudiants pour leur faire réfléchir : imagine que tu as une petite sœur brillante, et toute la famille attend qu'elle épouse un homme "bien". Un jour, ce monsieur se présente, et quand on lui demande son métier, il répond : "Je suis agriculteur." Tout le monde est déçu. Forcément, quand je raconte ça en classe, tout le monde rit. C'est drôle, ça détend l'ambiance, mais ça souligne un préjugé dur. Chez nous, l'agriculture est encore trop souvent synonyme de pauvreté, alors qu'elle devrait être reconnue comme une richesse, une vraie fierté nationale. »

Q : Qu'est-ce qui vous donne espoir dans cette génération ?

Dr T. : « Lorsque je rencontre des jeunes conscients des réalités du

pays, qui se battent pour les autres. De plus en plus, d’initiatives émergent. Les Centrafricains commencent à prendre conscience de leur potentiel. »

Encadré de clôture : discussion simple

»

Qui agit déjà ?

.....

.....

Qui pourrait rejoindre ces efforts ?

.....

.....

Que pouvons-nous faire ensemble ?

.....

.....



PARTIE 3

Imaginer et structurer une solution écologique locale. Passer d'une idée à un projet : poser les bonnes bases, en collectif ou en autonomie.

Passer d'une idée à un projet : poser les bonnes bases, en collectif ou en autonomie

Un projet écologique ne naît pas d'un rapport de 200 pages. Il commence souvent par une observation, une idée adaptée, puis une organisation collective pour la mettre en œuvre. Cette partie propose une méthode en 5 étapes pour transformer une idée en projet crédible, faisable, et connecté aux réalités locales comme aux stratégies nationales.

3.1– Observer son territoire, identifier un problème
Tout projet commence par une

lecture du terrain :

- Quels sont les signes visibles (déchets qui s'accumulent, arbres abattus, puits asséchés) ?
- Quels sont les changements ressentis par les habitants ("la pluie arrive plus tard") ?
- Quelles données de base existent (rapports municipaux, PNA, FAO) ?

Encadrement stratégique : croiser vécu et cadre national

Une idée locale a plus de poids quand elle se nourrit de deux sources : vos observations quotidiennes (micro-données, vécus, témoignages), et les priorités déjà reconnues dans le PNA, la CDN ou les ODD. En RCA, où la priorité reste l'adaptation, un projet a plus de chances d'obtenir un financement s'il montre comment il renforce la résilience face aux impacts climatiques.

Outil pratique – Mini-grille d'observation

À vous de jouer !!!

Notez au moins un problème concret que vous voyez au quotidien dans votre ville, quartier ou village

Thème

Exemples de problèmes

Ce que j'observe

Eau

Inondations, puits asséchés

Sols

Érosion, baisse de fertilité

Déchets

Ordures non collectées

Forêt
s

Déboisement,
feux de
brousse

3.2 – Trouver une idée de solution adaptée

Une bonne idée répond à trois critères : Simple : faisable avec les moyens disponibles. Pertinente : adaptée aux besoins réels. Appropriable : la communauté peut la

maintenir. Exemples:

- Innovation sociale : systèmes de tontine verte pour financer des foyers améliorés.
- Technologie : micro-solaire partagé entre foyers.
- Gestion territoriale : restauration de zones humides urbaines pour réduire les inondations.

Outil pratique – Carte des

cobénéfices À vous de jouer !!!

Reprenez l'idée que vous avez choisie plus haut (dans la partie 3.1). Notez au moins

1 bénéfice environnemental, 1 social, 1 économique et 1 santé

Idée	Environnement Economie	Social	Santé	
Reboisement	Restauration d'écosystèmes, lutte contre l'érosion	Création d'espaces verts, mobilisation communautaire, transmission intergénérationnelle	Revenus possibles via produits forestiers non ligneux (miel, fruits, plantes médicinales)	Amélioration de la qualité de l'air, réduction de l'effet d'îlot de chaleur urbain
Foyers améliorés déforestation	Réduction CO ₂ , moins de	Temps libéré/Amélioration pour les femmes et les filles ,	Diminution des dépenses en charbon/bois, opportunité de petites unités locales de fabrication	Réduction des maladies respiratoires dues aux fumées (pneumonie, bronchite)

Les co-bénéfices indirects : à observer, pas à inventer.

Un projet peut parfois générer des effets positifs inattendus. Toutefois, attention : il ne faut pas les “inventer” sur le papier pour paraître plus séduisant. Ce qui compte, c’est de rester réaliste et crédible.

Une fois votre idée lancée, soyez attentifs à ce qui se passe sur le terrain. Peut-être qu’un projet de compostage crée aussi plus de coopération entre voisins, ou qu’un reboisement rend un quartier plus agréable en réduisant la chaleur. Ces effets sont des cobénéfices indirects.

L’important n’est pas de les annoncer à l’avance, c’est de les noter et documenter quand ils apparaissent. Ces données réelles enrichissent votre projet : elles montrent sa valeur au-delà de l’impact prévu, et renforcent votre capacité à convaincre de futurs soutiens, qu’ils soient communautaires, institutionnels ou investisseurs.

Encadrement stratégique : Valoriser les co-bénéfices

Aujourd’hui, des acteurs variés du Fonds Vert pour le Climat (partenaire technique et financier international) aux Investisseurs & Partenaires (I&P) (investisseur à impact en Afrique), privilégient les projets qui génèrent plusieurs bénéfices à la fois (climat, genre, économie, santé).

Mettre en avant ces dimensions montre que votre projet crée de la valeur élargie et s’inscrit dans les priorités de notre ère.

3.3 – Structurer un projet de manière simple... et solide

Un projet n’a pas besoin d’être une “usine à gaz”. Toutefois il doit être assez clair et robuste pour être compris par un maire, un incubateur ou même un investisseur à impact. Trop de projets échouent parce qu’ils sont soit trop vagues (“on va protéger l’environnement”), soit trop ambitieux par rapport aux moyens disponibles.

L'astuce est de trouver l'équilibre entre simplicité et crédibilité. Il faut aussi réussir à justifier que l'expertise est bien présente en prenant en compte le rationnel climat dans l'élaboration du projet afin que ce dernier soit éligible aux Finances climatiques notamment le Fonds vert.

Outil pratique – Fiche projet

express À vous de jouer!!!

Utilisez ces 5 questions pour vérifier que votre projet est solide, réaliste et pertinent. Reformulez chaque réponse avec votre équipe et assurez-vous que toutes les voix sont entendues

Les 5 questions essentielles

Quel problème précis voulons-nous résoudre ici et maintenant ?

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Quelle solution réaliste proposons-nous avec les ressources que nous avons ?

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Avec qui allons-nous travailler (partenaires + autorités locales + communauté) ?

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Quels moyens (humains, matériels, financiers) sont déjà disponibles, et lesquels devons-nous chercher ?

[illegible]

Quels résultats mesurables attendons-nous (nombre de foyers, arbres, ménages, etc.) ?

[illegible]

Vous voulez approfondir ? :

Si votre projet disparaissait demain, qu'est-ce qui manquerait vraiment à votre communauté ou encore qu'est-ce qui perdurerait ?

Pour mieux visualiser....

Répon

Exempl

Problème

Solution

Partenaires

Ressources
nécessaires

3.4- Budgétiser son projet avant de bouger

Le budget, c'est la colonne vertébrale de ton projet.

Il structure ta démarche, crédibilise ton idée et te permet de faire des choix clairs. Ton budget suit ton projet comme ton ombre. Il se précise, s'ajuste, se renforce et il ne disparaît jamais.

Tu ne construis pas "un grand budget" une bonne fois pour toutes. Tu construis des budgets successifs, chacun adapté à l'étape où tu es et à ce que tu veux concrètement. Ton budget évolue comme ton projet : il s'ajuste à l'action que tu es prêt·e à lancer maintenant.

Un projet = plusieurs budgets

Tu vas écrire plusieurs budgets au fil du temps, car chaque nouvelle phase de ton projet (test, amélioration, extension, consolidation) demande des ressources différentes.

- Un premier budget pour tester ton idée dans un quartier
- Un autre après les retours, pour ajuster et améliorer
- Un budget plus structuré pour pitcher ou chercher du financement
- Puis un budget de déploiement à plus grande échelle

Budget interne ou budget externe ?

Tous ces budgets ne seront pas forcément visibles de l'extérieur.

- Certains budgets sont internes : ils t'aident à réfléchir, à planifier, à prendre des décisions.
- D'autres sont externes : ce sont ceux que tu partages avec des partenaires, des partenaires techniques et financiers ou des incubateurs.

Ce que tu partages à l'extérieur, c'est un budget clair et cadré, lié à une demande précise. Derrière ce budget visible, il y en a souvent plusieurs versions invisibles, que toi seul·e vois, et qui t'ont aidé·e à y arriver.

Comment construire un budget clair et crédible

- Fais la liste de ce qu'il te faut pour passer à l'action maintenant. matériel, outils, impression, eau, transport, location, téléphone, internet, etc. expertise ?

- Recherche les prix réels, et garde des preuves.

- Va voir les vendeurs dans les marchés ou magasins.
- Demande à des personnes qui ont déjà lancé un projet similaire.
- Vérifie les prix en ligne ou dans des groupes WhatsApp.
- Obtiens des devis (un message, une photo de prix, un échange vocal...)

Garde ces éléments : ils peuvent te servir comme annexes de ton budget dans un dossier de financement. Ça montre que tu as fait le travail, que ton budget est vérifiable, et que tu es crédible.

- Classe tes dépenses par priorité

Qu'est-ce qui est indispensable ? Qu'est-ce qui peut attendre ?

- Identifie ce qu'on peut te prêter ou offrir

Salle gratuite, outils partagés, bénévolat, matériaux récupérés...

- Présente le tout dans un tableau clair, propre, partageable.

C'est souvent ce tableau qui sera la première chose lue par un investisseur.

À retenir si ton idée devient une activité durable

Si ton projet prend de l'ampleur comme une entreprise, une coopérative, ou une initiative à long terme, alors faire des budgets va devenir une compétence permanente.

Tu vas en écrire :

- pour chaque activité,

- pour chaque phase,
- pour chaque nouvelle opportunité ou contrainte.

Parce que dans l'entrepreneuriat comme dans l'action locale, le budget n'est pas un outil ponctuel. C'est ton tableau de bord.

Tableau modèle à remplir

Item	Quantité	Prix unitaire (FCFA)	Total (FCFA)	Essentiel ?	Notes

Tableau modèle à remplir

Item	Quantité	Prix unitaire (FCFA)	Total (FCFA)	Essentiel ?	Notes

3.5 – Travailler en groupe et répartir les rôles

Une bonne idée peut s'écrouler si le groupe n'arrive pas à bien fonctionner. Partout dans le monde, beaucoup d'initiatives échouent non pas faute d'énergie, mais plutôt faute de clarté dans la gestion interne : conflits sur l'argent, absentéisme, domination des plus instruits ou des hommes, manque de consultation des autorités. Organiser les rôles dès le départ, c'est assurer la crédibilité et la survie de votre projet.

Trois questions de base

- Qui fait quoi ? Identifier clairement les responsables de chaque tâche (collecte, finances, communication). **Vous pourrez aussi utiliser la matrice RACI qui permet de déterminer le rôle de chacun dans une équipe.**
- Comment décide-t-on ? Définir un mode simple (vote, consensus, référent) pour éviter les blocages.
- Comment gérer les tensions ? Prévoir un mécanisme minimal (ex. une réunion mensuelle dédiée) pour éviter que les frustrations s'accumulent.
- **Il faut aussi définir un rythme de reporting et de réunion.**

La dimension humaine

- Clarifier les attentes. Beaucoup de conflits viennent du non-dit. Prenez le temps d'explicitier ce que chacun veut et peut apporter.
- Reconnaître ses limites. Demandez-vous : « Suis-je la bonne personne pour cette tâche ? ». Accepter de déléguer ou de changer de rôle renforce le groupe.
- Gérer les egos. Valoriser les petites contributions évite que certains se sentent inutiles ou marginalisés.
- Écosystème de confiance. La transparence (même basique : un tableau visible des rôles et responsabilités) limite les malentendus.

Outil pratique – Matrice des rôles

À vous de jouer !!!

Listez aux moins 3 tâches clés. Décidez qui fait quoi.

Ajoutez un “plan B” si la personne est absente ou quitte le groupe (voyage, études, obligations familiales).

Vous voulez approfondir ? : Comment vous assurez-vous que les voix les moins entendues (femmes, jeunes moins instruits, membres timides) participent vraiment aux décisions ?

(Ce n’est pas seulement une question d’efficacité, mais aussi de justice et de légitimité.)

Tâche	Responsable	Fréquence	Plan B si absent
-------	-------------	-----------	------------------

Encadrement stratégique : La gouvernance comme signal de sérieux

La plupart des projets locaux qui échouent ne manquaient pas d'idées, mais de gouvernance. Montrer que votre collectif a défini des rôles clairs, prévu des mécanismes simples de décision (vote, consensus), anticipé les absences ou conflits, ... c'est déjà envoyer un signal fort de crédibilité. Que ce soit pour un appui institutionnel, un incubateur ou même un investisseur, la clarté interne rassure.

3.6 – Tester avant de pitcher : confronter son idée au terrain

Avant de chercher un financement ou de rédiger un business plan complet, commencez par une chose : vérifiez que votre idée fonctionne, ici et maintenant. Ce que vous proposez résout-il vraiment un problème ? Est-ce que les gens s'y intéressent ? S'en servent-ils ? Lancer un test réel, même imparfait, pour apprendre vite, ajuster, et revenir plus fort.

Dans l'entrepreneuriat vert, le terrain est plus qu'un lieu d'application, c'est votre premier partenaire de conception. Ce que vous apprenez en testant vaut autant qu'un financement.



Outils

pratiques À

vous de jouer

!!!

1. Grille problème = idée à tester

Le but est de clarifier le problème observé et formuler une solution simple, testable rapidement.

Observation
terrain

Pourquoi c'est
un
problème ?

Hypothèse de solution
disponibles

Ressources

2. Mini-protocole terrain

Le but est d'organiser un test express avec peu de financement

Duree du test	Lieu/Quartier	Public ciblé	Matériel utilisé	Qui fait quoi ?
---------------	---------------	--------------	------------------	-----------------

3. Tableau de retour usagers

Le but est de collecter des retours simples et riches auprès des personnes qui ont testé ou vu l'initiative.

Nom (ou désignation de la personne)	Ce que j'ai aimé	Ce qui m'a dérangé	Ce que je changerais

Ce tableau peut être rempli à l'oral, pendant une discussion informelle.

4. Fiche Avant/Après V1/V2/V3

Élément testé	Version 1	Ce qu'on a changé	Version 2	Nouveau changement	Version 3

Cette fiche permet de montrer l'évolution d'une idée : ce qui a été testé, appris, ajusté, relancé.

3.7 Études de cas : Ce que d'autres ont tenté

Pourquoi des études de cas ?

Après la théorie, rien ne parle mieux que des exemples concrets. Les initiatives locales montrent comment, avec peu de moyens, des personnes trouvent des solutions adaptées à leur environnement. La transition écologique s'invente pas à pas, portée par des acteurs locaux qui expérimentent des solutions adaptées à leurs réalités. Parmi ces initiatives, l'association DDEDD (Dynamique pour la Défense de l'Environnement et le Développement Durable) illustre comment vision, expérimentation et reconnaissance institutionnelle peuvent se rejoindre.

Étude de cas locale –DDEDD et le Charbon

Ndoyé Contexte

Pendant son master à Lille, Anicet s'est sensibilisé à la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et a pris conscience des impacts de la déforestation en RCA : désertification, perte de biodiversité, raréfaction de ressources locales comme les chenilles comestibles. À son retour, alors que le gouvernement annonçait l'interdiction de couper du bois pour le charbon à partir de 2025, il rencontre Edgar Depakali, un jeune déjà engagé sur la même idée. Ensemble, avec le Père Aristide et son association DDEDD, ils décident de chercher une alternative.

Innovation

L'équipe entreprend de nombreux tests avec différents déchets agricoles et organiques. Ils font plusieurs mélanges, en comparant ceux qui brûlent trop vite, ceux qui salissent ou dégagent trop de fumée. Après ces essais répétés, ils finissent par mettre au point leur propre formule : un charbon écologique baptisé Charbon Ndoyé, plus propre, qui brûle lentement et avec peu de fumée.

Ce qui marche :

- Une organisation structurée : Père Aristide BASSET (président), Anicet SENGANAMBA (vice-président/coordonnateur), Edgar DEPAKALI (responsable de production).

- Un financement du GRET via l'Ambassade de France, qui a permis d'acheter de la cire d'abeille, de fabriquer des presses artisanales, de rémunérer des jeunes et de collecter des déchets.
- Cet appui a donné de la visibilité et permis des mises en relation, notamment avec l'ONG Hulot pour la logistique.
- Un marché réceptif : les ménages cherchent avant tout un produit efficace et moins cher. Le côté écologique est un atout supplémentaire.

Les défis

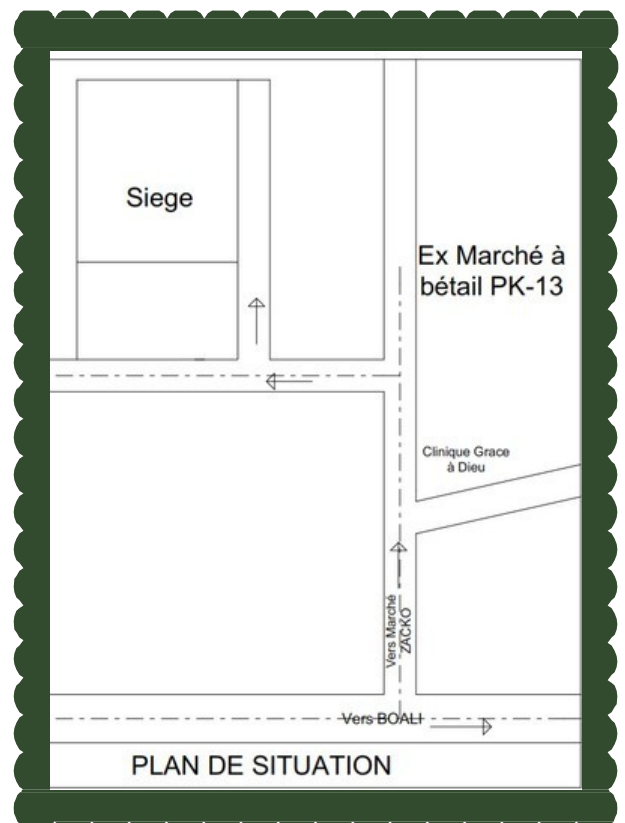
Manque de moyens financiers (machines, transport, salaires stables).

Production encore artisanale, dépendante des emplois fixes des fondateurs et de l'appui ponctuel de jeunes journaliers.

Demandes de formation déjà nombreuses, mais nécessité de consolider la production avant d'y répondre.

Conseil aux jeunes :

« Se former et comprendre les enjeux du changement climatique. Cibler une action précise, demander conseil, et surtout ne pas rester seul : seul on va vite, mais ensemble on va loin. » Anicet SENGANAMBA



Si vous souhaitez découvrir le charbon Ndoye, vous pouvez les trouver directement à leur siège : situé à PK13 sur l'axe Boali, un peu à l'intérieur, à côté du marché Zako.

Encadrement stratégique : Les conditions de la pérennisation

DDEDD avance avec la bonne mentalité, une organisation claire et une forte motivation. Ces éléments posent les bases d'une viabilité à long terme, au-delà des appuis extérieurs.

PARTIE 4

Accéder au soutien (financier,
technique, humain)

Où chercher de l'aide, comment
présenter son idée, à qui
s'adresser.

4.1- Les principaux types de financements et accompagnements

L'argent reste la première barrière. Dans la plupart des projets, tôt ou tard, la question surgit : « Où trouver les moyens ? » La réponse évidente serait : auprès des banques. Cependant en RCA, l'accès au crédit bancaire classique est réservé à une minorité.

Les grandes banques (comme Ecobank ou BGFIBank) exigent des garanties solides, des revenus réguliers et des antécédents de crédit. Or, selon la Banque mondiale, moins de 15 % des adultes centrafricains disposent d'un compte bancaire formel (Global Findex, 2021). Les frais d'ouverture, les exigences administratives et la méfiance envers les institutions excluent la majorité des jeunes porteurs de projets

La microfinance : combler le vide laissé par les banques

C'est dans ce contexte que les institutions de microfinance interviennent. Des structures comme SOFIA Crédit (créée en 2009, agréée par la COBAC), Express Union ou les Caisses Mutuelles de Centrafrique (CMCA) permettent d'obtenir des crédits qui peuvent paraître petits mais qui vont loin pour un commencement. Les conditions sont plus souples que dans une banque (garanties simplifiées, délais réduits), toutefois les taux d'intérêt peuvent être élevés et les montants limités.

Encadré – Voix locale : Kendale Astrid BAZAKOUNDA, gestionnaire et responsable du portefeuille agricole à SOFIA CREDIT S.A, spécialiste en ingénieure de travaux agricoles

Q: Qu'est-ce qui rend un projet crédible et finançable ?

K : « Même à petite échelle, ce qu'on cherche à voir, c'est si l'activité est structurée. Si tu arrives à montrer que tu dépenses 5 000 francs, que tu gagnes 10 000, et que tu sais mettre de côté une partie comme épargne, là on est rassurés. Si tu ne sais pas gérer 1 000 francs, désolée mais tu ne pourras pas gérer 10 000. »

Q : Quels sont les critères prioritaires dans un dossier ?

K: « D'abord la motivation. Si la personne dit "je fais ça parce que je n'ai rien à faire", et même si c'est compréhensible, ça va être difficile de continuer à long terme. En revanche, si elle voit un vrai besoin par exemple créer un élevage de poulets là où il n'y en a pas ça montre une vision. Ensuite l'expérience : même sans diplôme, il faut avoir appris sur le terrain, prouvé qu'on a déjà commencé quelque chose. »

Q: Est-ce qu'un projet peut être petit, local, communautaire et quand même avoir ses chances ?

K:« Oui, pourquoi pas. Si tout le monde s'y met et le porte à cœur, bien sûr que oui. Il faut juste commencer petit et montrer que ça marche. »

Q : Quels sont les freins que tu vois chez les jeunes ?

K:« Ils attendent toujours d'avoir grand avant de commencer. Il faut commencer petit, comme les muscles : si tu n'as pas entraîné tes muscles avec du petit poids, tu ne pourras pas soulever du lourd. »

Q: Comment prouver la rentabilité d'un projet qui mise sur le local et la lenteur ?

K:«Parfois, le fait d'avancer plus lentement devient un atout. Plutôt que d'acheter du matériel neuf et coûteux, tu peux récupérer ce qui existe déjà autour de toi. Ça prend plus de temps, mais ça réduit les dépenses, ça valorise les ressources locales, et au final c'est plus rentable. Et en plus, ça favorise la durabilité. »

Q: Quelle vision pour l'agriculture en RCA ?

K: Le pays est tellement vaste qu'on devrait y voir une agriculture beaucoup plus formalisée. J'aimerais que ce secteur devienne conventionnel, qu'on arrête de le considérer comme une activité réservée aux pauvres. Pour moi, l'agriculture, c'est l'avenir du pays : si on veut le développement, commençons par développer ce secteur. Mais tant que les activités ne sont pas formalisées, les structures financières hésitent. Ce que je voudrais, c'est que les ONG et projets déposent des fonds de garantie dans les structures financières, et que ces fonds servent de garantie pour les producteurs locaux qui demandent de petits crédits. Ça permettrait aux structures financières de prêter en réduisant le risque, et ça aiderait à réguler le secteur.



Les partenaires techniques et financiers et ONG

Une grande partie des financements d'envergure provient de partenaires techniques et financiers comme le PNUD, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, l'Union européenne, **l'Agence Française de Développement** ect. Leurs fonds soutiennent surtout des programmes nationaux de grande ampleur, souvent dans les domaines de l'agriculture, du climat ou des infrastructures. **L'ambassade de France propose aussi des soutiens financiers.**

En 2023, par exemple, le PNUD et le Ministère de l'Environnement ont lancé un programme pour améliorer l'accès à la finance climat. Ces dispositifs offrent aussi un accompagnement technique (formations, suivi). Cela dit, les critères restent stricts et l'accès direct demeure difficile pour les petites associations locales.

Ces financements peuvent sembler lointains, néanmoins ils créent des opportunités indirectes : ateliers, sous-contrats, appuis matériels ou formations. Pour un groupe de jeunes ou une association, l'enjeu est donc de rester attentif aux programmes lancés dans son domaine, afin de s'y greffer au bon moment.

Le rôle des ministères

Les ministères (Environnement, Agriculture, Énergie, etc.) disposent de budgets nationaux très restreints : leurs appuis directs (distribution de semences, campagnes de reboisement, etc.) restent ponctuels. Leur rôle principal est de servir de relais institutionnels pour les financements extérieurs.

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), par exemple, abrite l'Autorité nationale désignée (AND) pour le Fonds Vert pour le Climat (FVC). En pratique, tout projet soutenu par ce fonds doit obtenir de l'AND une lettre d'endossement, équivalente à une lettre de non-objection. Toutefois, le ministère ne dispose pas de la capacité nécessaire pour mettre lui-même en œuvre ces projets : leur exécution est confiée à des entités accréditées, telles que le PNUD, la FAO, le WWF ou l'UNICEF.

Cette position centrale présente des avantages: cohérence

nationale, visibilité internationale mais aussi des défis structurels. Les procédures sont parfois longues et techniquement exigeantes, ce qui peut rendre l'accès difficile pour des acteurs locaux moins dotés en capacités administratives. De plus, les financements se concentrent souvent sur des programmes de grande envergure, ce qui laisse moins d'espace aux initiatives modestes.

De nombreux acteurs estiment que la valeur ajoutée des ministères pourrait être renforcée en jouant davantage un rôle de facilitateur, permettant aux financements de descendre plus facilement vers les initiatives locales, notamment celles portées par des jeunes ou des associations communautaires.

À retenir : les ministères sont rarement des partenaires techniques et financiers directs, mais des intermédiaires pour beaucoup de financements internationaux. (FVC, Fonds de l'Environnement mondial (FEM), etc..

Les investisseurs à impact

L'investissement à impact progresse en Afrique centrale : il associe retour financier et impact social ou environnemental mesurable.

En RCA, le marché reste embryonnaire, mais des fonds régionaux actifs au Cameroun, au Congo ou au Gabon s'intéressent déjà à des secteurs comme l'énergie solaire, l'agroforesterie, le recyclage ou l'agritech.

Les opportunités se multiplient via des concours, des accélérateurs et des partenariats panafricains, même si pour un entrepreneur centrafricain, ces financements ne sont pas encore la voie la plus directe. À noter que les chances d'y accéder augmentent avec un projet clair, crédible et transparent sur son impact.

Les soutiens privés et informels

En RCA, beaucoup de projets démarrent sans grande institution derrière eux. Ils prennent appui sur ce qui existe déjà : la confiance, les liens familiaux, les réseaux communautaires. Ces formes de soutien sont parfois modestes, mais elles jouent un rôle décisif comme capital de départ.

Les appuis privés

Un projet peut naître grâce à un particulier : un membre de la diaspora qui envoie un appui financier, un entrepreneur local qui croit à l'idée, ou même un proche prêt à avancer une petite somme. Ce type de soutien n'a rien d'anecdotique : il agit comme un capital d'amorçage, l'équivalent local d'un "business angel"/ange d'affaires ou investisseur providentiel (un parrain) dans d'autres contextes. La recommandation ici est simple : quand un particulier vous soutient, formalisez l'accord. Un contrat ou une reconnaissance de dette évite les malentendus et crédibilise la démarche si d'autres partenaires rejoignent ensuite.

Les tontines et caisses solidaires

Les tontines, très répandues en RCA, reposent sur une logique simple : chaque membre cotise régulièrement, et à tour de rôle, un participant reçoit la cagnotte. C'est une manière de transformer de petites contributions en un capital ponctuel qui peut lancer une activité ou financer un besoin urgent. Plutôt que de les voir comme un "système parallèle", il est utile de reconnaître leur rôle comme une forme de microfinance communautaire.

Pour un projet écologique local, la tontine peut financer du matériel, un test pilote, ou une activité collective. La pratique est déjà solide. La seule recommandation est de sécuriser le fonctionnement : écrire les règles (ordre de passage, montants, sanctions en cas de retard) permet d'éviter les tensions internes et de montrer que même un mécanisme informel peut être géré avec sérieux.

Pourquoi en parler dans ce guide ?

Parce que ces soutiens, souvent invisibles, sont les premiers leviers réels dont disposent les jeunes, les associations ou les groupes de quartier. Ils rappellent une évidence : la transition écologique ne démarre pas toujours avec de grands partenaires techniques et financiers, mais avec ce que l'on a sous la main.

4.2 – Se préparer à répondre à un appel à projet ou à “pitcher”

Répondre à un appel à projet ou présenter son idée n’est pas un exercice théorique : c’est souvent la première étape pour obtenir un accompagnement concret. Beaucoup de porteurs de projets en RCA témoignent de formulaires lourds, de critères parfois éloignés des réalités locales, et d’un vocabulaire technique qui décourage. L’astuce n’est pas d’en faire trop, c’est de rester clair, ancré dans le vécu, et crédible.

Les jurys ou partenaires recherchent surtout quatre choses:

1. Un problème réel et bien défini

- * Montrez en quoi il touche directement votre communauté.

2. Une solution faisable avec les moyens disponibles

- * Mieux vaut une petite action réalisable qu’un grand plan irréaliste.

3. Un impact concret et mesurable

- * Chiffrez ou illustrez ce qui change (moins de déchets, plus de potagers, réduction de dépenses).

4. Une pérennité claire

- * Que se passe-t-il quand l’appui extérieur s’arrête ? Qui continue, avec quels moyens ?

Outil pratique – Les 5 briques d’un pitch réaliste

Un pitch efficace peut se construire en cinq phrases courtes :

1. Le problème : décrire clairement le besoin ou la difficulté locale: (manque d’eau potable, accumulation de déchets, déforestation, maladies liées à la pollution.
2. La solution : présenter l’action proposée, simple et réalisable (compostage, foyers améliorés, reboisement participatif, système de collecte locale.)
3. L’impact : préciser les changements attendus: (réduction des dépenses, amélioration de la santé, création d’emplois, protection de l’environnement.
4. L’ancrage : montrer qui est déjà impliqué ou peut l’être (associations de quartier, groupes de femmes, jeunes

volontaires, autorités locales.)

5. La pérennité : indiquer comment l'initiative peut durer au-delà d'un appui extérieur.

Prenez note : La structure des 5 briques du pitch réaliste reprend les mêmes éléments que les 5 questions essentielles utilisées en interne. Aligner réponses et messages internes avec votre communication externe renforce la cohérence et la crédibilité du projet, un message clair et partagé inspire confiance, en interne comme en externe.

À vous de jouer !!!

Le problème :

La solution :

L'impact :

L'ancrage :

La pérennité :

Un projet peut être solide mais tomber à plat s'il est mal raconté. En RCA, où les interlocuteurs vont du voisin curieux jusqu'au représentant d'une organisation internationale, adapter son discours est une compétence aussi importante que l'idée elle-même.

À la communauté : rendre l'idée tangible et partagée

- Utiliser des images concrètes du quotidien (moins de fumée, plus de légumes, de l'eau plus claire).
- Appuyer le message avec un support visuel (photo, démonstration, objet).
- Prévoir un relais linguistique ou un traducteur si besoin

L'objectif est que chacun puisse répéter l'idée avec ses propres mots dès la fin de la réunion.

À une ONG ou un incubateur : jouer la carte de la faisabilité et du récit

- Montrer les étapes claires : où vous en êtes, ce qui est déjà fait, ce qui reste à faire.
- Donner des preuves de mobilisation : noms d'associations partenaires, photos de terrain, premiers résultats.
- Ne pas hésiter à raconter l'histoire de l'idée : d'où elle vient, qui l'a portée, comment elle s'inscrit dans la culture locale. Un peu de "folklore" bien amené rend le projet plus vivant et plus marquant.

L'objectif est de convaincre que votre idée est plus qu'un rêve, mais une réalité en construction. Et que l'idée est pérenne.

À un ministère ou un partenaire technique et financier : inscrire le projet dans une vision plus large

- Montrer le lien avec les cadres nationaux (PND 2024-2028, PNA, CDN, SNDD) ou régionaux (COMIFAC, CEEAC).
- Citer les priorités stratégiques du partenaires techniques et financier (ODD, climat, genre, emploi des jeunes) et expliquer comment le projet y contribue, même

modestement.

- Être transparent sur la pérennité : comment le projet tiendra quand le financement initial s'arrête (cotisations, revenus générés, partenariats locaux).

L'objectif est de prouver que le projet est à la fois ancré localement et pertinent stratégiquement, donc digne d'être soutenu.

PARTIE 5

Suivre, adapter, et faire durer
son projet Une fois lancé :
comment savoir si ça
fonctionne, s'ajuster, et
renforcer ce qui marche.

La transition écologique, tout comme l'entrepreneuriat, n'est pas une affaire d'un jour. Lancer un projet est une étape importante, mais le défi est de le faire durer. Suivi, agilité et partenariats sont les leviers qui permettent à une idée de s'ancrer dans la durée et d'avoir un véritable impact.

5.1 Faire un suivi simple et utile

Même une petite initiative peut garder une trace de ce qu'elle fait et montrer sa crédibilité. L'idée est d'avoir des repères simples, utiles pour vous et rassurants pour un partenaire.

Suivre l'impact avec quelques indicateurs

Choisissez 3 ou 4 mesures faciles à noter, par exemple :

- Nombre de personnes impliquées ou bénéficiaires touchés.
- Économies réalisées (temps ou argent).
- Quantité de déchets collectés, compostés ou réutilisés.
- Participation des jeunes et des femmes.

Cependant, il s'avère important d'avoir un cadre logique pour suivre les résultats des activités effectuées.

Chaque mois, faites un bilan collectif. Quelques chiffres, une photo ou une courte vidéo suffisent pour voir vos progrès et, le cas échéant, convaincre un partenaire ou vous-même de continuer d'avancer.

Suivre la gestion avec un tableau simple

Un projet inspire confiance quand il montre qu'il sait gérer ses ressources, même modestes. Un tableau interactif peut vous aider à suivre vos entrées, vos sorties et ce que vous conservez :

Outils pratique:

À vous de jouer !!!

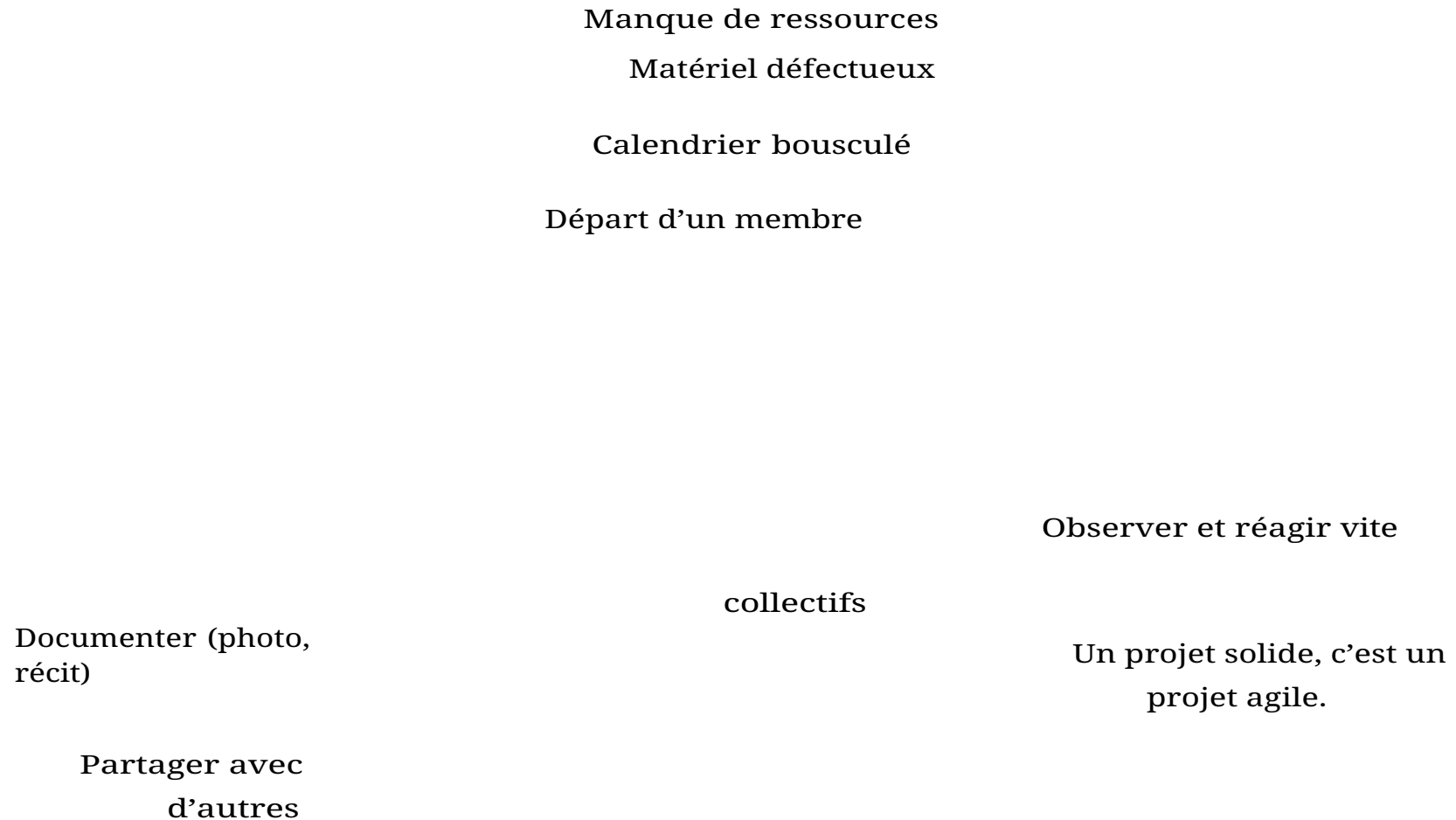
Encadrement stratégique : Utile pour vous, utile pour un partenaire technique et financier/investisseur
Un bon suivi vous permet d'apprendre, de progresser et d'améliorer votre projet. Il vous prépare aussi à répondre aux demandes d'un partenaires techniques et financier ou d'un investisseur, qui regarderont des résultats concrets : bénéficiaires, effets environnementaux, argent dépensé de façon transparente...
et la capacité à générer un revenu, même modeste, qui montre la viabilité du projet.

Entrées (dépenses, ressources)	Sorties (gains, résultats)	Ce que je garde (épargne, acquis)	Observations

Rappelle-toi comme l’a expliqué Kendale (microfinance), « si tu sais gérer 1 000 FCFA, tu sauras gérer 10 000 ».

5.2 Réagir aux imprévus et rester agile

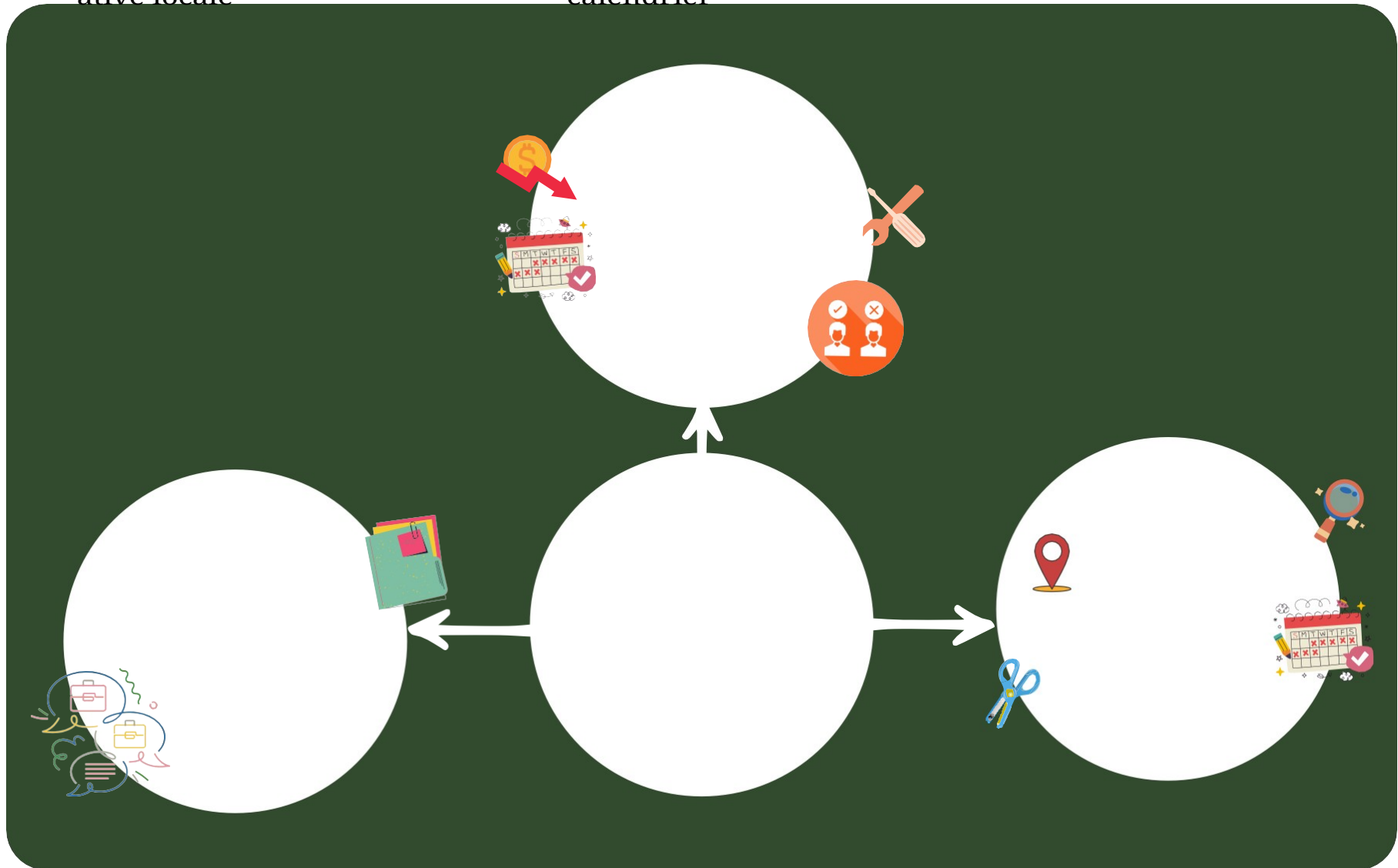
Les imprévus arrivent à tout le monde. Ce qui compte, c'est la manière de réagir. Cette infographie résume les bons réflexes :



Alternative locale

Adapter le calendrier

Simplifier l'activité



5.3 Faire vivre le projet dans le temps : partenariats, relais, pérennité

Un projet isolé s'essouffle vite. Pour durer, il doit s'ancrer dans un réseau de soutiens, trouver des relais et grandir avec son environnement. La pérennité, ce n'est pas seulement prolonger une activité : c'est l'inscrire dans une dynamique plus large qui dépasse le groupe qui l'a initiée.

Créer des partenariats locaux

Les projets de transition écologique et d'entrepreneuriat vert sont avant tout des initiatives communautaires. Ils réussissent lorsqu'ils mobilisent plusieurs acteurs : une école, une mairie, une association de jeunes, un groupement de femmes, un collectif de quartier. Plus l'action s'ancre localement, plus elle devient difficile à arrêter.

Trouver des relais institutionnels

Relier son projet aux priorités existantes, plan communal, ministère, stratégie nationale (PNA, CDN, Politique environnementale) – renforce sa légitimité. Quand une idée locale s'appuie sur ces cadres, elle devient plus facile à défendre et à financer, car elle entre en résonance avec les priorités officielles.

Mutualiser et partager

Un projet gagne en solidité en travaillant avec d'autres : partager un lieu, du matériel, une expertise. Dans l'entrepreneuriat vert, ces alliances permettent de réduire les coûts, de gagner en visibilité et d'attirer plus facilement l'attention des partenaires.

Diversifier les soutiens

Ne pas dépendre d'un seul appui est essentiel. Combiner plusieurs sources, contributions locales, microfinance (SOFIA Crédit), incubateur (Bangui Hub), financements (Small Grants du PNUD), partenariats techniques, crée une véritable résilience.

Surtout que chaque soutien acquis devient une preuve de crédibilité. Réussir avec un premier partenaire montre aux autres que le projet est sérieux et suivi. La confiance se construit par étapes, et chaque succès ouvre une nouvelle porte.

En résumé : un projet dur parce qu'il tisse des liens, pas parce qu'il est parfait. Plus il s'ancre dans la communauté, plus il diversifie ses soutiens, plus il inspire confiance. C'est cette confiance cumulative qui transforme une petite initiative en acteur durable du territoire.

BIBLIOGRAPHIE

Documents nationaux (RCA)

République Centrafricaine. (2019). Politique Environnementale révisée. Ministère de l'Environnement et du Développement Durable.

République Centrafricaine. (2021). *Contribution Déterminée au niveau National (CDN)* – Version révisée. Ministère de l'Environnement et du Développement Durable.

République Centrafricaine. (2021–2030). *Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD)*.

République Centrafricaine. (2021). *Stratégie Genre et Climat*. Ministère de l'Environnement et du Développement Durable.

République Centrafricaine. (2022). *Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH)*. Institut Centrafricain de la Statistique.

République centrafricaine (2022). *Cartographie des parties prenantes à la mise en œuvre de la CDN*. Ministère de l'Environnement et du Développement Durable / PNUD, Bangui.

République Centrafricaine. (2023). *Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNA)*. Ministère de l'Environnement et du Développement Durable.

République centrafricaine (2024). *Stratégie à long terme de développement sobre en carbone (LEDS)*. Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, Bangui
Plan National de Développement 2024-2028.

Institutions et rapports internationaux

Accord de Paris sur le Climat. (2015). *Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC)*.

Convention sur la Diversité Biologique (CDB). (1992). Nations Unies. Convention de Lutte contre la Désertification (CNULD).

(1994). Nations Unies. Convention de Ramsar sur les zones humides. (1971). Secrétariat Ramsar.

Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination. (1989).

Nations Unies.

OCDE. (2011). *Croissance verte et développement durable en A/rique*. Organisation de Coopération et de Développement Économiques.

OCDE. (2020). Politiques environnementales en Afrique subsaharienne : suivi et évaluation.

PNUD. (2017). *Soutenir la transition énergétique et la résilience climatique en A/rique*. Programme des Nations Unies pour le Développement.

PNUD. (2025). *Rapport sur le développement humain en République centra/ricaine*. Bureau du PNUD – Bangui.

Banque mondiale. (2025). *World Development Indicators & Climate Data /or Central A/rican Republic*. Washington, D.C.(Base de données mondiale regroupant les indicateurs de développement et les données climatiques de la République centrafricaine.)

FAO. (2020). *Pro/il genre et agriculture en République centra/ricaine*. Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

AIE. (2022). *A/rica Energy Outlook 2022*. Agence Internationale de l'Énergie.

Études et références académiques

Acheampong, A. O. (2020). *Leap/roging to sustainable energy: The role o/ renewable energy /or climate-resilient development in A/rica. Renewable and Sustainable Energy Reviews, 132, 110–118.*(Article scienti/ique sur le rôle des énergies renouvelables dans le développement résilient au climat en A/rique.)

Leal Filho, W., Azeiteiro, U., & Alves, F. (2019). *Climate Change and the Role o/ Education in A/rica. Springer Nature.* (Ouvrage académique sur le rôle de l'éducation dans la lutte contre le changement climatique en A/rique.)

Organisations et acteurs cités

GRET. (2022). *Étude sur les dynamiques locales de transition écologique en RCA.* Groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques.

Bangui Hub. (2024).

Small Grants Programme (SGP) / Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) / PNUD. (2024). Appui aux initiatives communautaires locales en RCA.

SOFIA Crédit S.A. (2025). *Entretien avec Kendale Astrid BAZAKOUNDA – gestionnaire du porte/euille agricole. Bangui.*

Dynamique pour la Défense de l'Environnement et le Développement Durable (DDEDD). (2025). *Extrait d'entretien avec Anicet SENGANAMBA ,Le Charbon Ndoyé : expérience d'entrepreneuriat écologique local à Bangui.*

Gorgon Igor TOUCKIA, Consultant PNUD et enseignant-chercheur à l'Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR) de Mbaïki, spécialiste des questions d'environnement et de changement climatique, membre de l'équipe BIOFIN (Initiative pour le financement de la biodiversité) (2025). *Extrait d'entretien sur les stratégies climatiques et l'entrepreneuriat écologique.*

Autres sources et conventions mentionnées

Objectifs de Développement Durable (ODD). (2015). *Agenda 2030 pour le Développement Durable.* Nations Unies.

Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (RCA) & PNUD. (2023).

Programme d'accès à la /inance climat en RCA.

Comité de Coordination des ONG (CCO). (2024). *Cartographie des ONG actives en RCA.*